

Regeringen

Le siècle de l'Afrique

Stratégie de renforcement de l'engagement
du Danemark avec les pays africains



AOÛT 2024

Table de matières

Préambule	3
Une nouvelle approche de l'Afrique	5
Le Danemark et l'UE en Afrique - une empreinte plus forte	9
Investissements et renforcement de la coopération commerciale	13
Adaptation au changement climatique et croissance verte	17
Actions en faveur des technologies et de l'innovation en Afrique	21
La migration - un thème d'intérêt commun qui nécessite de nouvelles solutions	25
Des solutions africaines pour le maintien de la paix et la résolution des conflits	29
Une architecture internationale pour le monde d'aujourd'hui	33
Échanges entre les peuples, coopération culturelle et échanges scolaires	37



Source : La Commission européenne

Le Sahara occidental figure sur la liste de l'ONU des territoires non autonomes.

Préambule

Beaucoup d'entre nous ont grandi avec un narratif d'une Afrique démunie, stérile et pauvre, où la misère prévalait. Ce narratif est dépassé, et ce depuis longtemps.

La pauvreté et l'instabilité caractérisent encore de grandes parties du continent. Les effets du changement climatique se font fortement ressentir, il y a de nombreuses crises à gérer. Mais il y a aussi des pays en progression. Avec des classes moyennes en expansion et des gouvernements assertifs.

Les pays d'Afrique ne mendient pas notre soutien. Ils attendent de nous que nous leur serrions la main, dans le respect mutuel. Force est de constater à cet égard que nous, les politiques, ne sommes pas parvenus à évoluer avec notre temps.

La pertinence géopolitique de l'Afrique n'a jamais été aussi grande : les populations s'accroissent, les économies progressent, le poids politique du continent augmente. D'ici 2050, une personne sur quatre (et un jeune sur trois) dans le monde sera africaine. À l'ONU, les pays africains disposent d'un peu plus d'un quart des voix. Le continent possède le potentiel de produire les sources d'énergie de demain à partir du vent, de l'eau et du soleil. De plus, il est riche en minéraux essentiels pour la décarbonation du secteur énergétique. C'est un continent de jeunes entrepreneurs, pleins de dynamisme et d'énergie.

Nous vivons au siècle de l'Afrique. L'une des principales questions de ce siècle en matière de politique étrangère est de savoir si l'Afrique va s'orienter vers l'est ou vers l'ouest.

Nous ne sommes pas les seuls à être attentifs au potentiel de l'Afrique. Chacune à sa manière, la Chine et la Russie investissent des sommes considérables dans le continent africain, dans l'espoir de bénéficier d'un plus grand soutien à l'échelle internationale. Les Chinois financent des ponts, des autoroutes et des mines ultramodernes. Les Russes fournissent des armes et des mercenaires et mènent des campagnes anti-occidentales.

Les pays africains devraient-ils s'engager sur une voie pro-occidentale ? Tel est notre avis, mais nul d'entre nous ne peut contrôler ce que la Chine, la Russie ou qui que ce soit d'autre entreprennent sur le continent africain. Nous ne pouvons pas non plus nous attendre à ce que les pays africains prennent parti. Mais nous pouvons décider de la façon dont nous nous positionnons.

Notre ambition est que l'Europe soit le partenaire de choix de l'Afrique. En tant que voisins, l'Europe et l'Afrique ont besoin l'une de l'autre pour répondre aux défis communs – notamment la menace terroriste, la pression migratoire et la crise climatique.

Nous ne voyons pas toujours le monde de la même manière, mais nous devons apprendre à mieux nous écouter et comprendre nos points de vue respectifs. C'est ce que nous allons tenter de faire en renouvelant et en renforçant l'engagement du Danemark en Afrique. En élaborant cette stratégie, nous nous sommes efforcés d'apprendre avec nos partenaires africains et européens et de tirer des leçons ensemble.

Nous souhaitons proposer de meilleures offres, moins de moralisme et plus d'égalité. Nous souhaitons faciliter les investissements des entreprises danoises en Afrique. Nous souhaitons accroître les échanges entre les jeunes Africains et Danois. Après 60 ans de coopération au développement avec les pays africains, nous disposons heureusement d'une base solide sur laquelle nous pourrions nous appuyer.

Pour autant, notre approche doit s'adapter à une ère nouvelle, où les anciens rapports de forces sont déséquilibrés par les guerres et les crises. Une ère qui suscite de vives inquiétudes, mais qui offre aussi de nouvelles possibilités, suscite de nouveaux espoirs et ouvre la voie à de nouveaux partenariats.

Lars Løkke Rasmussen
Le ministre des Affaires étrangères

Dan Jørgensen
Le ministre de la Coopération au développement et du Climat

“

Il est dans notre intérêt de nous engager davantage. Il ne s'agit pas de forcer d'autres pays à choisir entre un partenaire ou l'autre, mais de trouver des solutions pour que le Danemark et l'Europe deviennent des partenaires attrayants pour les pays africains.



Une nouvelle approche de l'Afrique

Fondamentalement, nous devons renforcer notre engagement en Afrique. En nous appuyant sur notre coopération au développement de longue date, nous devons maintenant passer à la vitesse supérieure. En 2050, une personne sur quatre dans le monde vivra en Afrique, et un Africain sur trois sera un jeune âgé de 15 à 25 ans. Sur les vingt économies à plus forte croissance au monde, onze sont situées sur le continent africain. Avec la zone de libre-échange continentale africaine, l'Afrique pourrait devenir le plus grand bloc de libre-échange du monde. Collectivement, le continent dispose d'un peu plus d'un quart des voix à l'ONU. Les solutions aux défis climatiques mondiaux ne pourront être trouvées qu'avec les pays africains. L'Afrique est également le voisin le plus proche de l'Europe.

Il n'est pas surprenant que d'autres pays renforcent aussi leur engagement et leur influence dans les pays africains. La Chine et la Russie notamment, mais aussi l'Inde, la Turquie et les États du Golfe reconnaissent le potentiel de l'Afrique. Il est normal que d'autres puissances se manifestent et tentent de forger des alliances stratégiques. À nous donc de redoubler d'efforts et de renforcer notre engagement pour être compétitifs.

Il est dans notre intérêt de nous engager davantage. Il ne s'agit pas de forcer d'autres pays à choisir entre un partenaire ou l'autre, mais de trouver des solutions pour que le Danemark et l'Europe deviennent des partenaires attrayants pour les pays africains.

Le continent africain est complexe. Cinquante-quatre pays. Plusieurs centaines de langues. Plus d'un milliard de personnes. La diversité est grande. De nombreux pays œuvrent en faveur de la démocratie, des droits humains, de la croissance et d'un dialogue constructif. Sur tout le continent, il y a des jeunes dynamiques, entreprenants et innovants qui

souhaitent à peu près les mêmes choses que les jeunes Danois. L'éducation, l'emploi et la possibilité de vivre dans des sociétés libres qui fonctionnent bien et où leur voix est entendue.

De nombreuses régions sont encore affectées de pauvreté et, dans les pays en croissance, les richesses sont souvent réparties de manière inégale. Malheureusement, plusieurs pays d'Afrique font l'objet de conflits armés et de coups d'État militaires et possèdent des dirigeants autoritaires et des institutions faibles. Cinq des dix pays les plus touchés par le terrorisme se trouvent en Afrique. Le nombre de personnes déplacées et de réfugiés en Afrique est énorme. Nombreux sont ceux qui souhaitent émigrer en Europe à la recherche d'une vie plus riche en opportunités.

Il n'appartient ni au Danemark ni à l'Europe de dicter l'avenir de l'Afrique. Le point de départ de notre engagement doit être basé sur les visions que les Africains eux-mêmes ont de leur avenir. L'Agenda 2063 de l'Union africaine joue un rôle central à cet égard. Son ambition est d'assurer une forte influence africaine sur la scène internationale grâce à une Afrique intégrée, plus prospère et pacifique.

Nous devons reconnaître que pendant de nombreuses années, le Danemark et l'Europe ont principalement axé leur engagement avec les pays africains sur la coopération au développement et l'aide humanitaire. Nous n'avons pas véritablement reconnu le rôle de l'Afrique dans la politique internationale.

Certes, l'agenda du développement reste essentiel et nous devons maintenir les partenariats solides mis en place avec les gouvernements et la société civile sur la base des différentes stratégies politiques pour le développement au fil du temps ainsi

que les objectifs de développement durable. Mais nous devons aussi envisager la collaboration d'un œil nouveau. La politique étrangère et de sécurité doit jouer un plus grand rôle. Nous devons explorer les possibilités d'intensifier les investissements et les échanges commerciaux entre nous. Nous devons renforcer les échanges entre nos peuples.

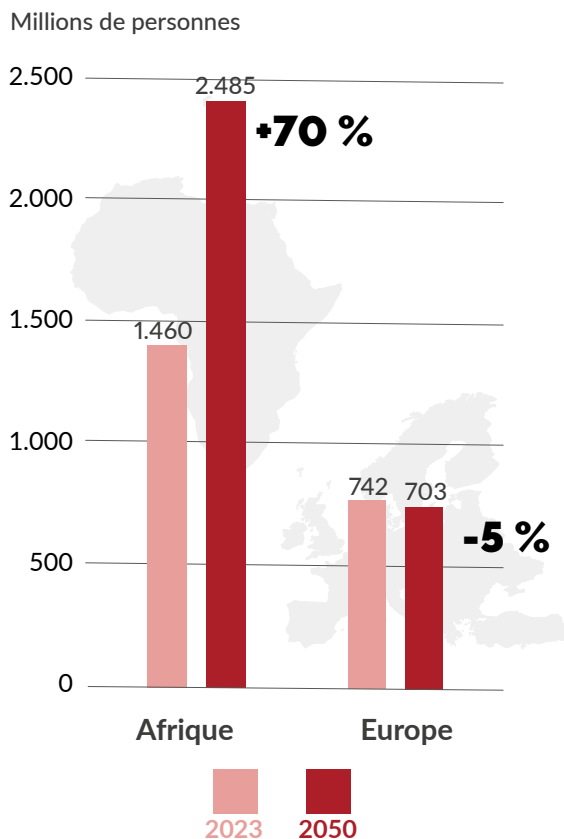
La prochaine stratégie de développement du Danemark devra prendre en compte et suivre cette orientation.

Nous devons offrir nos compétences là où elles sont demandées. Mettre nos forces à profit en tant que pays pionnier des solutions vertes. Nous

'Youthquake' de l'Afrique

La population africaine augmentera de façon drastique au cours des prochaines années. Aujourd'hui, six Africains sur dix ont moins de 25 ans, et le nombre d'enfants et d'adolescents devrait doubler d'ici 2050, date à laquelle l'Afrique comptera 830 millions de jeunes. En 2100, 40 % de la main-d'œuvre mondiale se trouvera en Afrique.

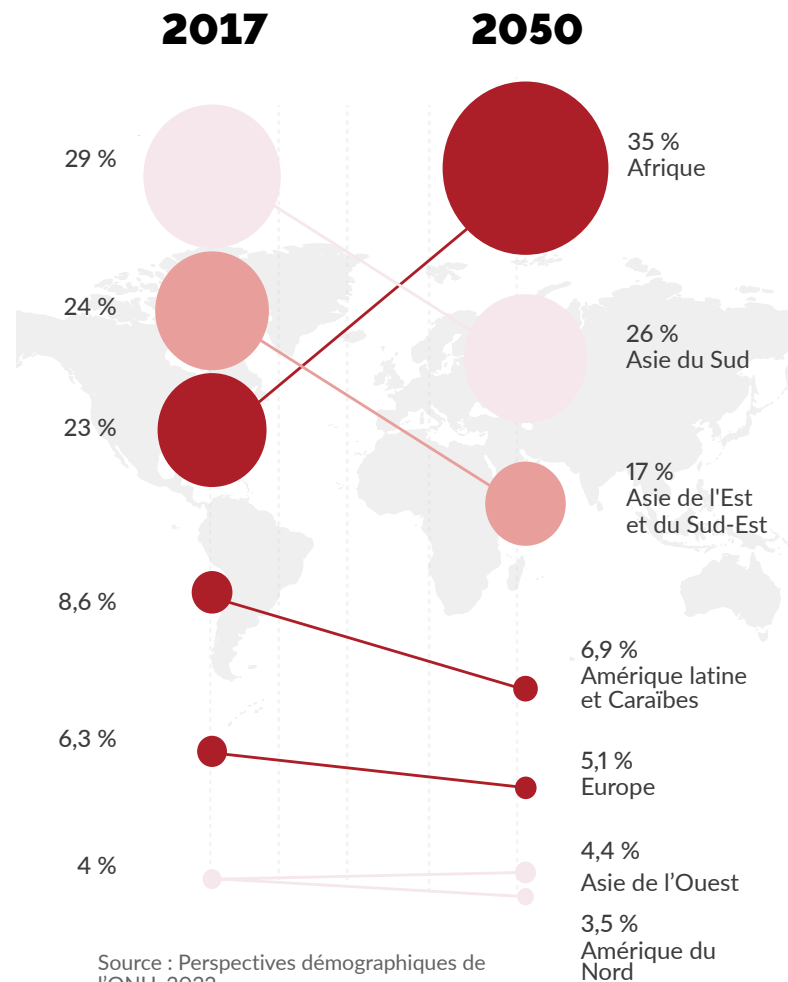
Perspectives démographiques en Afrique et Europe à l'horizon 2050



Source : Perspectives démographiques de l'ONU, 2022

La proportion de la population mondiale âgée de 15 à 24 ans

Plus d'un tiers de la jeunesse mondiale (15-24 ans) sera africaine d'ici 2050



Source : Perspectives démographiques de l'ONU, 2022

devons être ouverts et honnêtes quant à nos propres intérêts, qu'il s'agisse de valeurs ou de questions clés telles que le commerce, le climat, la santé, la migration ou la sécurité. Nous devons nous engager dans de nouveaux partenariats stratégiques verts.

L'engagement danois avec les pays africains doit continuer à s'appuyer sur un ensemble de valeurs fortes fondées sur la coopération internationale et le respect du droit international. La démocratie et les droits humains. Les droits des femmes et des jeunes filles, des travailleurs et des minorités. La liberté d'expression, de pensée, du culte et de rassemblement. Et le droit à vivre sans torture. Parallèlement, nous devons nous baser sur une évaluation réaliste du contexte dans lequel nous travaillons. Nous devons bien comprendre les

perspectives, les besoins et les intérêts des pays africains. Ce n'est qu'avec une approche collaborative et une appropriation locale que nous pourrions atteindre les objectifs de renforcement des droits.

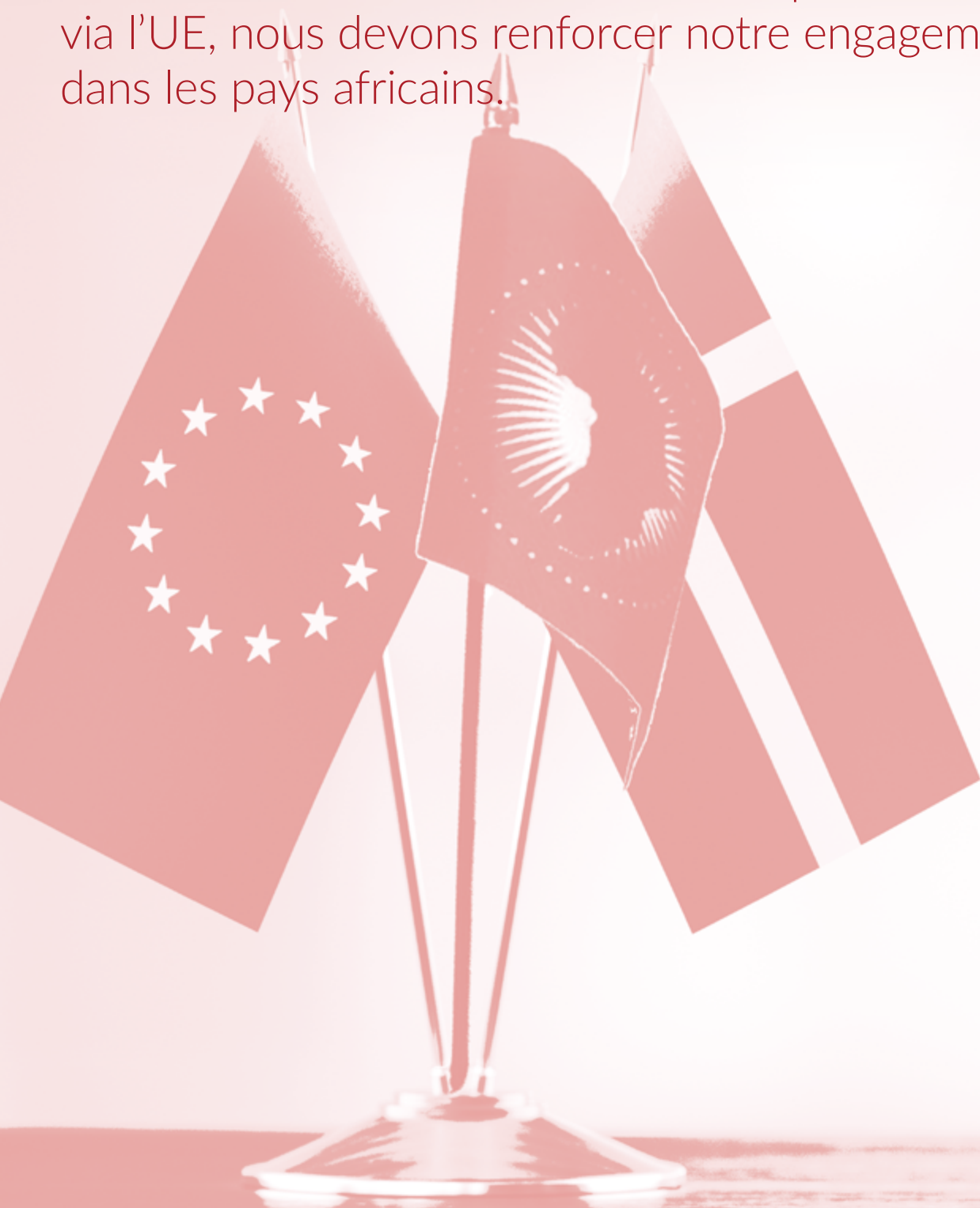
L'Union européenne (UE) devrait jouer un rôle de premier plan. L'ambition de représenter une alternative à d'autres acteurs puissants ne pourra être réalisée sans une UE plus forte et plus visible en Afrique. Le Danemark doit œuvrer au renforcement des partenariats de l'UE sur le continent africain. Et nous avons encore à faire à cet égard. L'UE doit faire davantage pour instaurer la confiance et parler d'une seule voix. La coopération nordique offre également des opportunités que nous devons mieux utiliser.

Le Danemark doit

- Renforcer sa présence diplomatique en Afrique (en largeur comme en profondeur) et être présent là où nous voyons des possibilités d'engagement qui produiront des résultats.
- Renforcer son dialogue politique, économique et sécuritaire avec l'Afrique à tous les niveaux - par l'intermédiaire de l'UE, des pays nordiques et de manière bilatérale.
- Contribuer à faire de l'UE un acteur plus fort et plus efficace en Afrique et investir dans des initiatives Global Gateway européennes concrètes dans plusieurs pays.
- Améliorer les possibilités d'échanges commerciaux et d'investissements danois à travers un renforcement des services conseils, la fourniture de capital-risque et la création d'un centre régional d'innovation en Afrique.
- Lancer de nouveaux partenariats stratégiques verts sur le continent.
- Accroître les efforts d'adaptation au changement climatique en mettant l'accent sur l'eau, les forêts et la biodiversité, et soutenir une transition verte équitable en Afrique.
- Réduire la migration irrégulière et prévenir les flux de réfugiés grâce à un développement économique durable du continent africain.
- Renforcer les échanges scolaires afin que davantage de jeunes Africains viennent étudier au Danemark pour des périodes plus ou moins longues.
- Soutenir le leadership africain et la capacité de l'Afrique à relever les défis en matière de sécurité sur le continent et renforcer les contributions civiles et militaires du Danemark aux actions de stabilisation et de maintien de la paix en Afrique. Nous doublerons le financement du programme africain pour la paix et le développement durable et lancerons un nouveau programme de maintien de la paix et de stabilisation en Afrique de l'Ouest.
- Contribuer à mettre fin à la sous-représentation historique de l'Afrique dans les forums internationaux.
- Améliorer la compréhension mutuelle des cultures grâce à la création d'une nouvelle initiative culturelle.

“

Par le biais de notre diplomatie et en étroite collaboration avec les autorités possédant des compétences clés danoises et des acteurs issus de la société civile, des entreprises, des institutions du savoir, des fondations privées et via l'UE, nous devons renforcer notre engagement dans les pays africains.



Le Danemark et l'UE en Afrique

– une empreinte plus forte

Pour plus d'égalité, nous devons nous engager davantage. C'est pourquoi nous devons approfondir et élargir la diplomatie. Nous devons être présents partout où nous percevons le potentiel nécessaire pour renforcer le dialogue et la coopération à la lumière des changements géopolitiques et où nous pouvons obtenir les meilleurs résultats. Partout où nous pouvons faire une réelle différence, où le Danemark possède des intérêts évidents et où nous avons des possibilités d'échanges commerciaux et d'investissement. Là où les pays occupent une place centrale dans le paysage géopolitique. Nous devons agilement saisir les occasions qui se présentent à nous pour soutenir les pays dans leur développement positif. De même, nous devons savoir reconnaître le moment où la marge de manœuvre pour le dialogue devient trop étroite et où les résultats ne sont plus à la hauteur des efforts déployés.

Néanmoins, un plus grand engagement en Afrique ne doit pas uniquement être le fait des diplomates. Il est tout aussi important de favoriser les contacts entre les entreprises, la société civile, les chercheurs et les étudiants.

L'Afrique comprend des pays qui partagent nos valeurs sur de nombreux points. Mais aussi des pays qui s'évaluent rapidement dans une direction très inquiétante. Il convient d'adopter des approches différentes selon chaque pays. Nous ne devons pas considérer l'Afrique comme une entité unique.

Le pragmatisme et l'idéalisme doivent aller de pair. La politique étrangère danoise repose sur nos valeurs fondamentales : la liberté, la démocratie et l'égalité des droits. Il est essentiel pour le Danemark de soutenir les pays qui œuvrent en faveur d'une coopération internationale basée sur le droit international. Nous devons maintenir le dialogue avec les dirigeants dans les pays où nous ne sommes pas d'accord sur tout, mais où nous voyons un potentiel de rapprochement. Parallèlement, nous ne devons pas abandonner les populations qui souffrent de la mauvaise gouvernance de leurs dirigeants dans les pays où les choses ne vont pas dans le bon sens.

Notre coopération au développement de longue date nous a permis d'établir des partenariats durables et rapprochés. On pourrait même dire que le

Danemark et les autres pays nordiques ont une solide « image de marque » dans de nombreuses régions d'Afrique où, malgré notre taille modeste, beaucoup connaissent le Danemark comme un partenaire fiable et pragmatique.

Nous devons maintenir et développer cette position, avec l'ambition de renforcer les actions bilatérales dans nos pays partenaires. Dans un monde qui évolue rapidement, nous devons en outre utiliser la coopération au développement pour soutenir de nouvelles initiatives stratégiques. Plusieurs pays partenaires de longue date du Danemark en Afrique demandent davantage que des projets de développement traditionnels. Ils souhaitent un renforcement non seulement du dialogue politique sur les questions internationales difficiles, mais aussi un renforcement dans les domaines du commerce, des investissements et des échanges entre nos peuples. Nous devons conclure un plus grand nombre de partenariats stratégiques verts avec les pays africains, qui arrivent à faire le lien entre les intérêts politiques, commerciaux et sectoriels.

Par le biais de notre diplomatie et en étroite collaboration avec les autorités possédant des compétences clés danoises et des acteurs issus de la société civile, des entreprises, des institutions du savoir, des fondations privées et via l'UE, nous devons renforcer notre engagement dans les pays africains. Ensemble, nous pourrions avoir un impact plus fort - au bénéfice du Danemark, de l'UE et de l'Afrique.

De manière générale, le Danemark doit s'engager davantage dans les actions de l'UE sur le continent. Notre ambition est de promouvoir l'UE en tant qu'acteur mondial efficace et puissant, qui forge des liens plus étroits et plus égaux avec les pays africains - du dialogue diplomatique au commerce en passant par les investissements, l'aide humanitaire et la consolidation de la paix. L'approche « Team Europe » et la stratégie « Global Gateway », dans le cadre de laquelle l'UE et les États membres unissent leurs forces pour mener à bien des initiatives importantes, pourraient permettre d'aller plus loin. La présidence danoise de l'UE et les sommets UE-UA devraient être mis à profit pour promouvoir un meilleur dialogue et des priorités politiques communes.

À travers nos partenariats, nous pouvons soutenir les droits humains, les valeurs démocratiques et l'appropriation locale. Pour ce faire, nous devons à la fois investir dans un dialogue politique rapproché et dans l'implication de la société civile, et aussi apprendre à mieux montrer (en gestes comme en paroles) ce que le Danemark, l'UE et les pays nordiques ont à offrir aux pays africains.

La collaboration interservices

– un bon exemple de partenariat équitable

Lorsque des employés de municipalités et ministères danois collaborent avec des employés de leurs organisations sœurs dans les pays africains sur des projets spécifiques, cela ouvre la porte à la création de relations entre les pays qui vont bien au-delà des différents projets. De tels partenariats sont très sollicités, car ils sont égaux, professionnels et orientés solutions. Ils créent des relations spéciales qui peuvent contribuer à rehausser le dialogue politique avec nos partenaires africains, y compris sur les agendas internationaux. Et ils ouvrent la voie à des opportunités commerciales. Le Danemark possède de solides compétences dans des domaines tels que l'énergie, l'eau, l'environnement, l'alimentation, la fiscalité, la santé, les alertes climatiques, le développement urbain et la numérisation.

Plusieurs autorités danoises appliquent déjà cette approche et d'autres ne vont pas tarder à le faire. Par exemple, l'Institut météorologique danois travaille avec les autorités ghanéennes sur les effets du changement climatique sur l'agriculture, les systèmes fluviaux et les villes, afin que les investissements futurs puissent être planifiés en tenant compte des risques d'inondation et de sécheresse prolongée. Avec la stratégie pour l'Afrique, de nouvelles collaborations verront le jour. Elles pourront, par exemple, mettre l'accent sur la santé et la gestion des maladies non transmissibles, la lutte contre la résistance aux antimicrobiens ou le renforcement de la réglementation pharmaceutique. La fiscalité sera également privilégiée afin d'accroître la marge de manœuvre économique des pays.

Coopération interservices entre le Danemark et les pays africains en août 2024

- L'Agence danoise de l'énergie
- L'Autorité maritime danoise
- La Commune de Copenhague
- Le Bureau danois de la statistique
- L'Agence danoise pour la protection de l'environnement/Eau ou Économie circulaire
- L'Institut danois de météorologie
- La Commune d'Aarhus
- L'Administration vétérinaire et alimentaire danoise
- Partenariats danois pour l'énergie (DEPP)

“

Nous devons soutenir et exploiter le potentiel commercial et d'investissement. Et donner suite au vif intérêt que de nombreux pays africains portent à l'attraction des investissements et au renforcement des échanges entre l'Europe et l'Afrique.



Investissements et renforcement de la coopération commerciale

Le potentiel de l'Afrique est grand. Plusieurs des économies à plus forte croissance sont situées sur le continent africain, ce qui représente un vaste potentiel d'augmentation du pouvoir d'achat. Le continent africain offre, dans une large mesure, les mêmes possibilités associées à l'Asie du Sud-Est il y a 20 ans.

Toutefois, le point de départ des investissements et des échanges avec l'Afrique est faible. Entre 2021 et 2023, seulement 1,5 % des exportations de marchandises du Danemark étaient destinées aux pays africains, tandis que les importations en provenance du continent africain représentaient un modeste 0,8 %. Nous pouvons et nous devons faire mieux. Les entreprises danoises ont beaucoup à offrir sur les marchés africains, comme elles le font déjà dans d'autres régions du monde.

Nous devons soutenir et exploiter le potentiel commercial et d'investissement. Et donner suite au vif intérêt que de nombreux pays africains portent à l'attraction des investissements et au renforcement

des échanges entre l'Europe et l'Afrique. Pour ce faire, les entreprises danoises doivent être plus nombreuses qu'aujourd'hui à s'orienter vers les marchés africains. À mesure que l'intégration économique entre l'Europe et l'Afrique continuera de s'approfondir, cela bénéficiera tant à la croissance régionale et locale qu'à l'emploi et au développement sur les deux continents.

Parallèlement, nous devons être conscients que les marchés africains sont très diversifiés et peuvent être difficiles d'accès. Il est nécessaire de renforcer la coopération entre les secteurs public et privé et de permettre dans une plus large mesure aux entreprises danoises (petites et grandes) d'obtenir des conseils sur les marchés africains. À cette fin, le ministère des Affaires étrangères va introduire une différenciation géographique du prix de ses services conseils aux entreprises, de sorte que le taux horaire pour les conseils sur les marchés africains sera plus bas. Nous devons également utiliser un plus grand nombre d'outils pour aider les entreprises danoises à accéder plus facilement aux marchés

et à s'y implanter. Pour ce faire, nous devons identifier les besoins locaux et les opportunités dans les secteurs où le Danemark peut offrir des solutions compétitives. Nous devons aussi être capables de gérer les risques susceptibles de survenir à la lumière de la concurrence stratégique mondiale, du renforcement du protectionnisme et des barrières commerciales.

Nous devons développer des instruments et fournir du capital-risque pour soutenir les entreprises danoises qui souhaitent faire du commerce et investir en Afrique ou importer depuis les pays africains. Le Fonds danois d'investissement pour les pays en développement (IFU) et le Fonds danois d'investissement et de soutien aux exportations (EIFO) doivent davantage soutenir l'engagement des entreprises danoises sur les marchés africains.

Par ailleurs, l'UE doit jouer un plus grand rôle dans la coopération en matière de commerce et d'investissement et s'imposer en partenaire attrayant et responsable. Avec « Global Gateway », la stratégie de l'Union européenne visant à stimuler les investissements en Afrique notamment, l'UE soutiendra le potentiel de croissance et une infrastructure de qualité durable, en compris les moyens de transport et les installations portuaires. La mise en place de corridors verts le long des voies maritimes autour du continent africain recèle un grand potentiel. Le Danemark doit s'engager davantage par l'intermédiaire de l'UE, en particulier au niveau des pays, afin que les investissements puissent être perçus et ressentis dans les économies des pays africains. Et que les entreprises danoises y trouvent une place.

Cependant, le renforcement de notre engagement doit pouvoir être ressenti aussi par les jeunes africains à la recherche d'un emploi. Lorsqu'il est nécessaire d'intensifier les échanges commerciaux et les investissements dans les pays africains, c'est tout autant pour créer des emplois. Selon les estimations de l'ONU, l'Afrique comptera 24 % de la population mondiale en âge de travailler en 2050. Chaque année, jusqu'à 12 millions de jeunes entrent sur le marché du travail, alors que seuls trois millions d'emplois environ sont créés. L'intensification des échanges et des investissements doit s'accompagner d'une amélioration des qualifications de la main-d'œuvre locale et de la création d'emplois. Les besoins sont déjà importants et ne feront qu'augmenter au cours des prochaines décennies. À cet égard, le renforcement des formations professionnelles pouvant attirer les jeunes est une priorité clé. En soutenant la production locale en Afrique, les entreprises danoises auront également accès aux talents et à la main-d'œuvre.

La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui compte 1,3 milliard de personnes, pourrait créer jusqu'à 16 millions d'emplois. Le Danemark doit soutenir cette ambition. D'expérience, nous savons comment faire pour mettre les écoles professionnelles en lien avec les industries et créer des emplois dans des conditions bien organisées. La demande est forte et nous devons investir dans ce domaine.

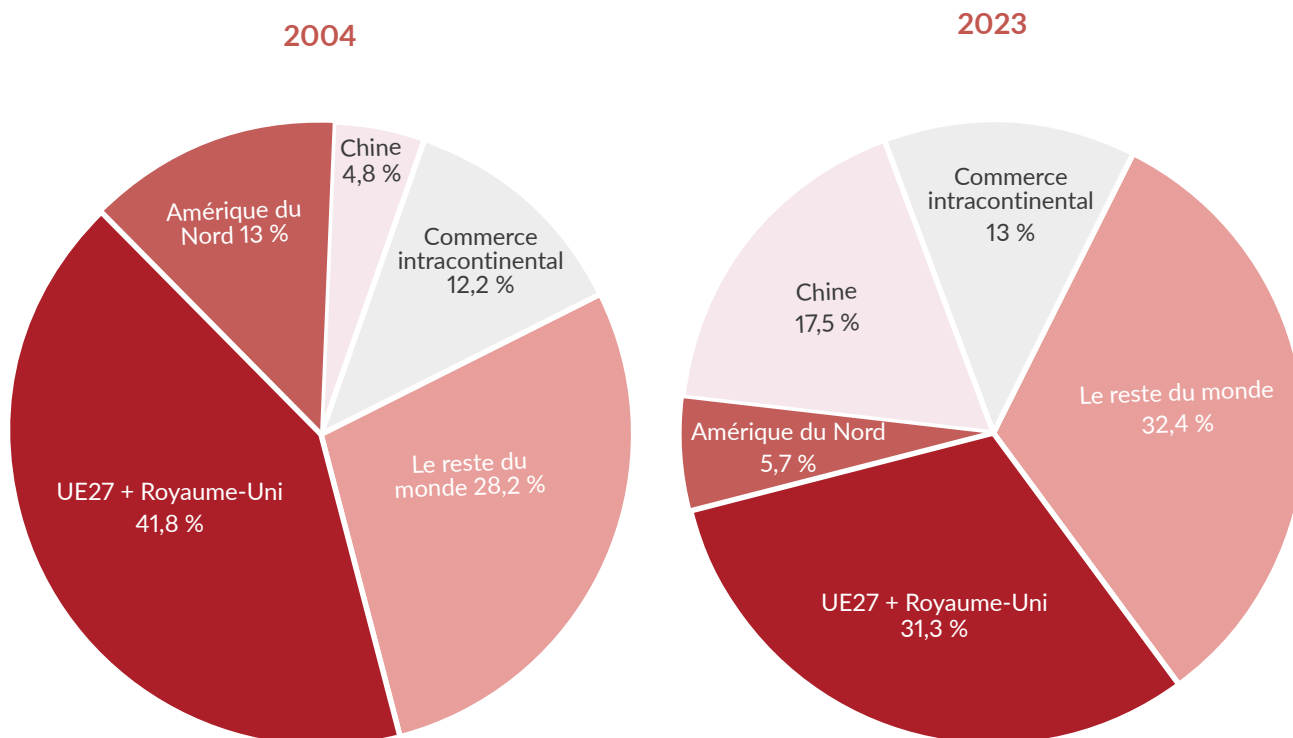
Par ailleurs, nous devons soutenir les exportations durables de l'Afrique vers l'Europe. La transformation des matières premières (et donc la création de valeur ajoutée) devra, dans une plus large mesure, avoir lieu sur le continent africain. Un accroissement de la production dans les pays africains pourra contribuer à renforcer les chaînes de valeur des entreprises danoises et à rapprocher la production lointaine du marché européen. Les entreprises africaines recevront ainsi une part équitable de la valeur ajoutée résultant de leur travail au sein des chaînes d'approvisionnement et de production. En même temps, l'accès aux ressources et matières premières importantes sera renforcé, 30 % des réserves minérales mondiales se trouvant en Afrique. Des conditions de travail décentes et l'implication des communautés locales dans l'extraction des ressources naturelles sont autant de conditions préalables requises pour soutenir le potentiel d'extraction des ressources. Les entreprises danoises qui s'approvisionnent et investissent en Afrique pourront de plus en plus contribuer au développement du secteur privé dans les pays africains. Cela créera des emplois locaux pour la jeunesse africaine et favorisera la croissance économique.

Sur le papier, les entreprises africaines ont un bon accès au marché de l'UE. Souvent, ce potentiel n'est toutefois pas exploité, car les entreprises ne sont pas en mesure de se conformer aux exigences de l'UE en matière de développement durable. Nous devons mieux intégrer les chaînes de valeur durables. À cet égard, il est essentiel que les accords de partenariat économiques entre l'UE et les pays africains soient mis en œuvre en étroite collaboration avec les producteurs et agriculteurs africains, afin qu'ils puissent favoriser une production adaptée au changement climatique et socialement responsable en vue des exportations. Par ailleurs, nous devons contribuer à aider les pays africains à se conformer aux normes de la nouvelle législation européenne.

Intensifier le commerce et les investissements danois et européens en Afrique

Ces dernières décennies, la structure des échanges commerciaux de l'Afrique a considérablement changé. L'UE reste le premier partenaire commercial des pays africains, mais a connu, au cours des 20 dernières années, une baisse significative de sa part du commerce total avec l'Afrique. Au niveau bilatéral, la Chine est le premier partenaire commercial du continent, et la part chinoise du commerce africain a quadruplé au cours de la même période.

Commerce africain de marchandises

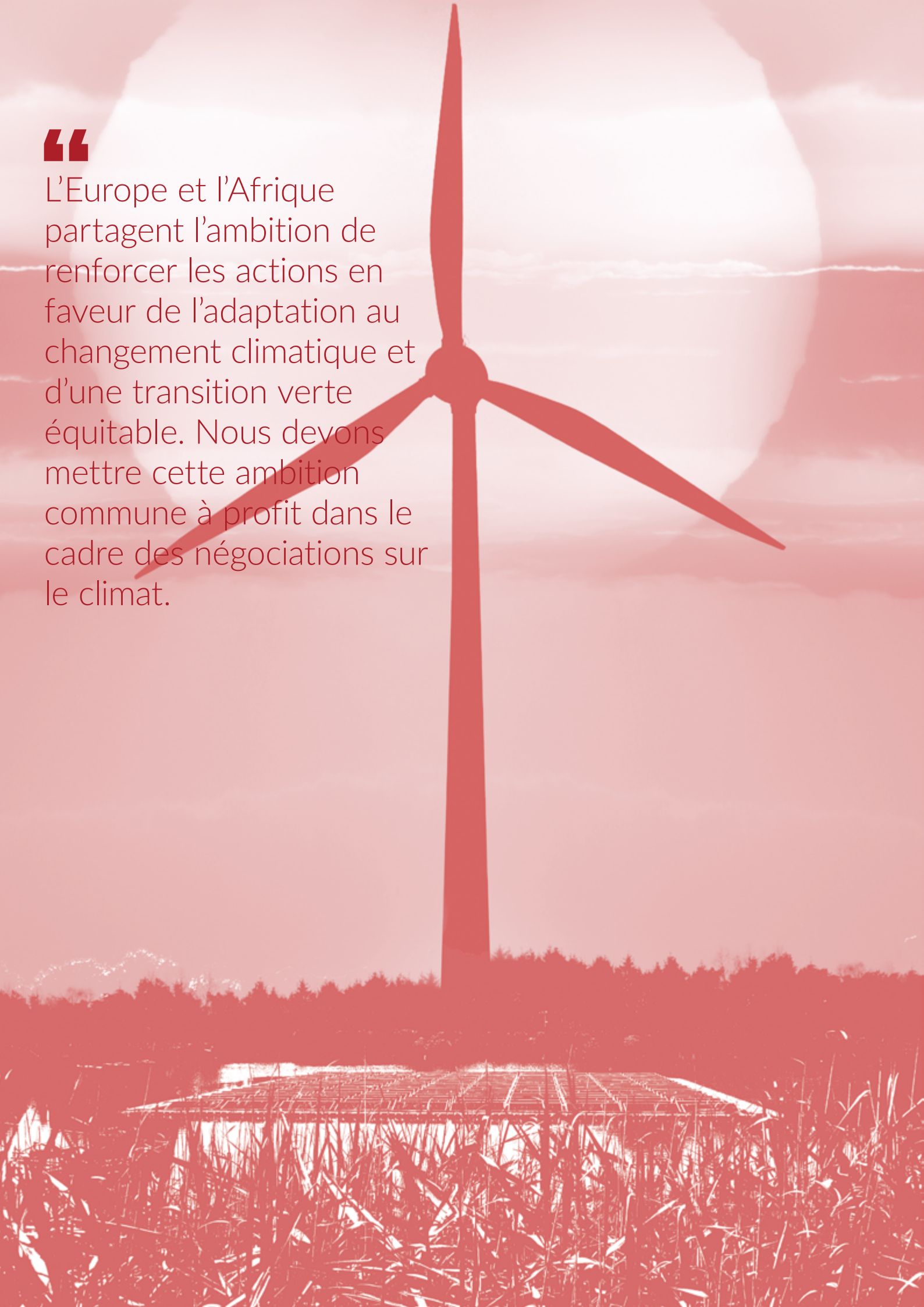


Source : ITC Trade Map

Remarque : Le commerce comprend les exportations et les importations. La répartition régionale suit celle de la CNUCED. Le groupe du commerce intercontinental est le commerce entre les pays africains.

“

L'Europe et l'Afrique partagent l'ambition de renforcer les actions en faveur de l'adaptation au changement climatique et d'une transition verte équitable. Nous devons mettre cette ambition commune à profit dans le cadre des négociations sur le climat.



Adaptation au changement climatique et croissance verte

Les pays africains figurent parmi les régions du monde les plus durement touchées par le changement climatique, alors qu'ils sont généralement ceux qui ont le moins contribué à la crise. Ces pays sont souvent moins bien parés pour faire face aux conditions météorologiques extrêmes, à la sécheresse ou aux inondations. Cela impacte l'économie et affecte les conditions de vie. La crise climatique met les écosystèmes sous pression et accroît la concurrence pour des ressources telles que la nourriture et l'eau. En 2050, une personne déplacée pour des raisons climatiques sur deux devrait provenir d'Afrique. Des solutions susceptibles de réduire la pauvreté et d'accroître la résilience des populations sont très demandées, notamment en matière d'adaptation au changement climatique et d'eau.

Le changement climatique s'accélère et exacerbe les défis de développement auxquels les pays d'Afrique sont déjà confrontés. À l'avenir, le climat et le développement seront inextricablement liés. Pour garantir un développement durable et rentable à long terme, nous devons mieux intégrer nos actions en matière de climat et de développement dans notre engagement dans les pays africains.

Nous devons donc accroître notre soutien à l'adaptation au changement climatique dans les pays africains. L'accent doit être mis sur l'adaptation de l'agriculture et de la production alimentaire, les ressources en eau, la protection et la restauration des forêts, la biodiversité, les énergies propres pour la cuisson et le refroidissement, ainsi que la gestion des crises et des urgences et les mesures d'alerte précoce concernant les phénomènes météorologiques dangereux. Le tout dans le but de garantir le développement économique et social et en étroite interaction avec les populations locales et les peuples autochtones. Pour que les pays africains puissent résister à la crise climatique, il est essentiel qu'ils soient préparés à gérer les risques climatiques. À cet égard, nous devons soutenir les capacités locales. Cela est dans notre intérêt commun.

Parallèlement, nous devons renforcer notre coopération avec les pays africains en matière de diplomatie climatique. Ces pays représentent une voix toujours plus importante, substantielle et affirmée dans les négociations mondiales sur le climat. Nous devons les écouter davantage. L'Europe et l'Afrique partagent l'ambition de renforcer les actions en faveur de l'adaptation au

changement climatique et d'une transition verte équitable. Nous devons mettre cette ambition commune à profit dans le cadre des négociations sur le climat.

Cependant, nous devons aussi mettre en place une coopération beaucoup plus large. Les dirigeants africains ont clairement indiqué que l'Afrique avait à la fois le potentiel et l'ambition de jouer un rôle essentiel dans la lutte mondiale contre le changement climatique. Le continent détient un grand nombre des solutions climatiques dont le monde a besoin. Selon les estimations, l'Afrique possède quelque 40 % des ressources énergétiques renouvelables du monde. À cela s'ajoutent des minéraux critiques tels que l'aluminium, le cobalt et le lithium, qui sont d'une importance stratégique pour la transition écologique mondiale et dont les pays africains peuvent tirer profit pour leur propre développement. Enfin, le continent possède quelques-unes des plus grandes réserves naturelles de CO₂ au monde. Grâce à des partenariats axés sur la mise en œuvre des plans climatiques des pays et à des initiatives telles que l'alliance « Beyond Oil and Gas » (BOGA), dirigée par le Danemark, et le partenariat accéléré pour les énergies renouvelables en Afrique (APRA), dirigé par l'Afrique, nous devons produire des résultats concrets. Parallèlement, nous devons créer des partenariats et partager nos expériences sur l'utilisation des mécanismes de tarification du carbone pour réduire les gaz à effet de serre.

Les pays africains demandent de plus en plus la possibilité d'un approvisionnement en énergie plus respectueux de l'environnement - une croissance à incidence positive sur le climat en vue de la création d'emplois. Grâce à leurs positions de force, le Danemark et les entreprises danoises se doivent d'exploiter beaucoup mieux ces opportunités.

Les pays africains sollicitent des solutions danoises. La fructueuse coopération interservices doit être élargie et utilisée de manière plus stratégique. Nous devons encourager un plus grand nombre de pays africains et de municipalités et ministères danois à participer. Et nous devons dans une plus large mesure utiliser ces partenariats pour promouvoir une coopération commerciale danoise renforcée avec les pays africains, en interaction avec nos efforts pour la promotion des entreprises. En tant que pays pionnier des solutions vertes, le Danemark pourrait jouer un rôle encore plus important dans ce domaine en Afrique.

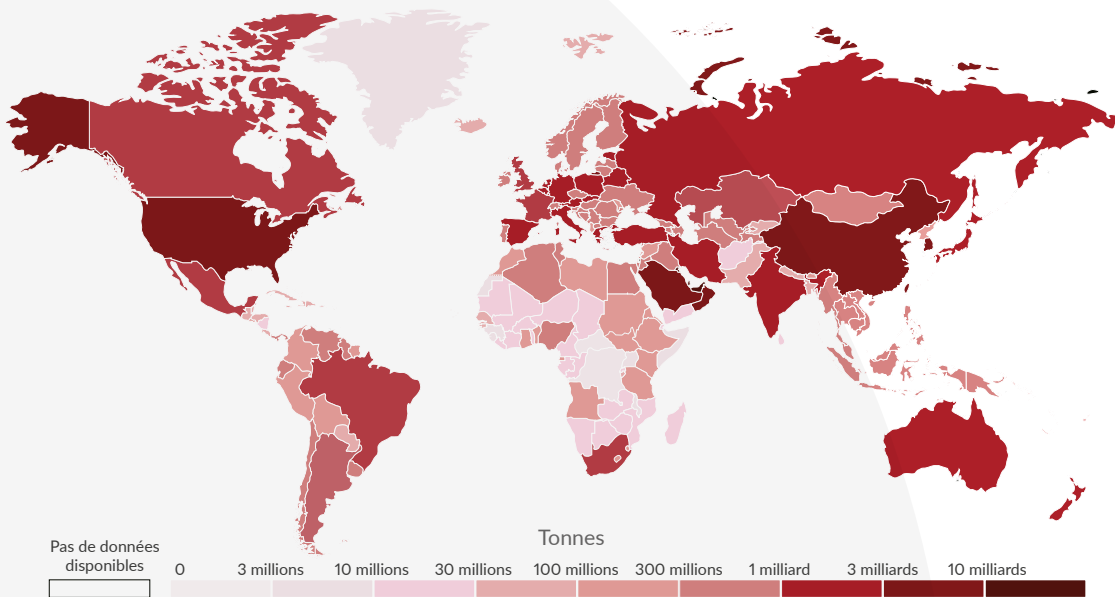
Par l'intermédiaire de l'UE, nous garantirons un plus grand nombre d'investissements dans les technologies vertes. Nous devons trouver des solutions concrètes et garantir un financement plus innovant capable de réduire les risques pour les entreprises et les investisseurs danois devant contribuer au développement des nouvelles infrastructures critiques dont les partenaires africains sollicitent.

Le continent africain est le plus durement touché par la crise climatique

Historiquement, l'Afrique a très peu contribué aux émissions, mais elle est confrontée à d'énormes besoins d'adaptation qui requièrent un soutien international.

Émissions annuelles de CO₂

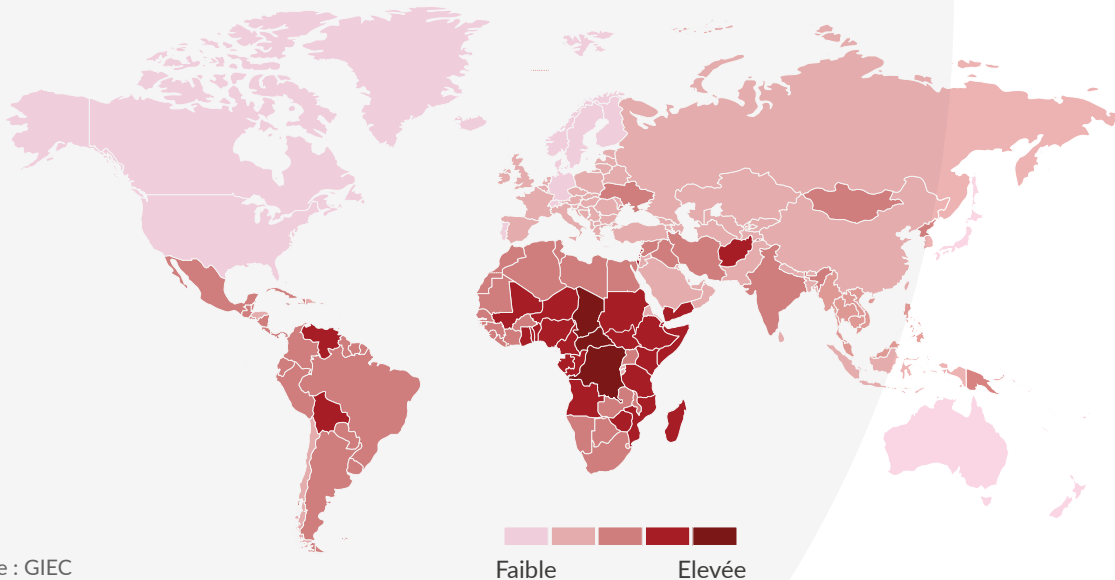
Carte des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) provenant des énergies fossiles et de l'industrie



Source : Our World in Data, 2023

Exposition des pays au changement climatique, 2023

Carte de vulnérabilité des pays en fonction de l'exposition, de la sensibilité et de la capacité des pays à s'adapter aux conséquences négatives du changement climatique



Source : GIEC

“

Il existe aujourd'hui un espoir que le développement numérique pourra accélérer la croissance économique, l'innovation, la création d'emplois et l'accès aux services pour la vaste jeunesse africaine. Cela aurait été impensable il y a seulement dix.



Actions en faveur des technologies et de l'innovation en Afrique

Le continent africain joue un rôle toujours plus important dans le débat mondial sur les technologies.

Alors que l'UE met l'accent sur l'importance d'un développement technologique responsable et équitable, y compris l'intelligence artificielle, de nombreux pays d'Afrique font preuve d'un optimisme différent. Il existe aujourd'hui un espoir que le développement numérique pourra accélérer la croissance économique, l'innovation, la création d'emplois et l'accès aux services pour la vaste jeunesse africaine. Cela aurait été impensable il y a seulement dix ans.

Nous soutenons cet optimisme. Nous devons appuyer les initiatives naissantes et les jeunes entreprises à travers les continents. En collaboration avec des jeunes entreprises, des institutions du savoir et des investisseurs danois, nous devons mettre au point des solutions innovantes recourant aux nouvelles technologies pour répondre aux défis locaux et mondiaux - dans le secteur de la santé ou de l'agriculture, par exemple.

Le Danemark est déjà bien avancé sur cette voie et a déjà numérisé avec succès certains domaines

sectoriels comme le secteur public, la santé, l'énergie, l'approvisionnement en eau et l'agriculture. Nous devons partager ces expériences.

Plusieurs pays africains appellent à un dialogue plus stratégique et à l'échange d'expériences susceptibles de contribuer à une solide infrastructure numérique, à la création d'entreprises et au renforcement de la cybersécurité. Nous devons utiliser les outils numériques, dont l'intelligence artificielle, pour mieux comprendre par exemple les schémas migratoires et maximiser la portée de l'aide humanitaire.

À cet égard, l'UE doit également contribuer à resserrer les liens avec les pays africains. Nous devons étendre nos partenariats numériques par l'intermédiaire de l'UE et créer une plus grande intégration numérique mondiale à travers la stratégie « Global Gateway ».

Ces dix dernières années, l'accès aux réseaux sociaux a explosé dans de nombreux pays africains. Des acteurs antidémocratiques en ont profité pour diffuser de fausses informations à des fins politiques. Tout particulièrement, la Russie et les militants islamistes ont commencé de manière

agressive à mener des campagnes de désinformation dans les pays où ils cherchent à exercer une influence. Pour autant, on constate aussi qu'un nombre toujours plus grand d'acteurs politiques nationaux ont tendance à utiliser des tactiques similaires.

La désinformation est une menace directe pour la paix et la stabilité sur le continent africain.

Il est dans notre intérêt à tous de garantir la fiabilité des canaux d'information.

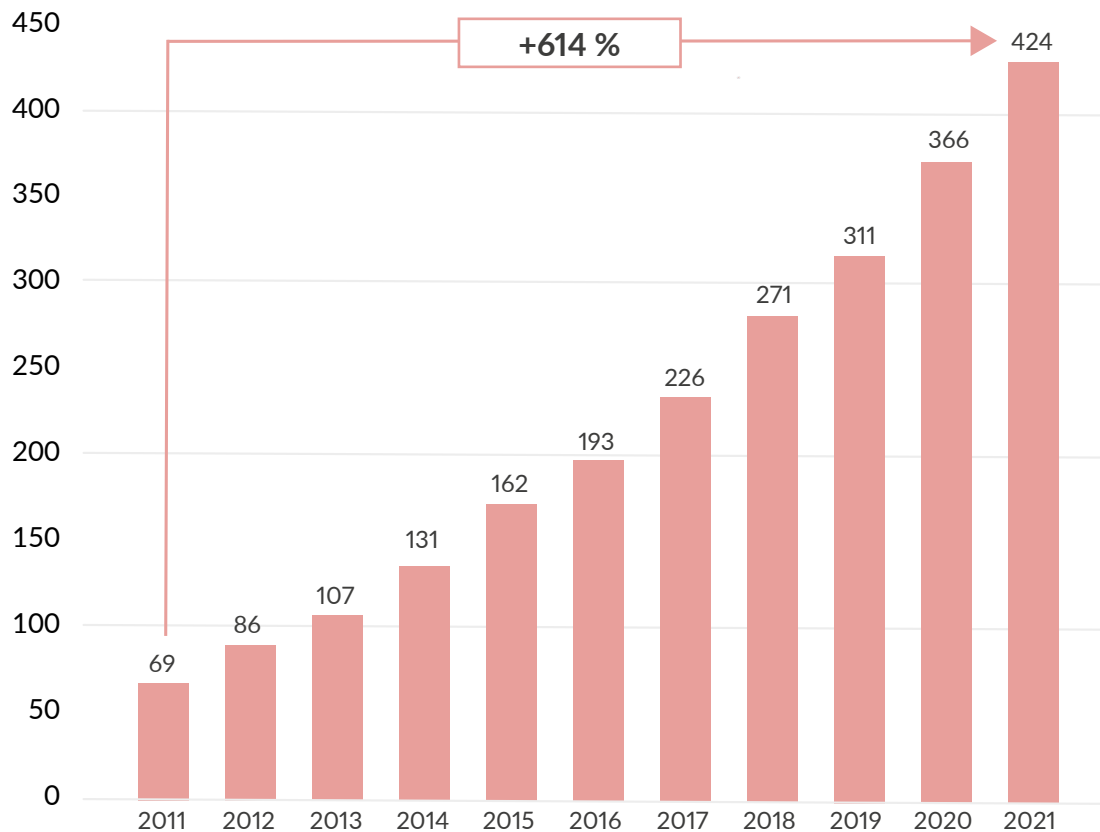
En collaboration avec l'UE, le Danemark continuera à lutter contre la désinformation et à mettre l'accent sur une communication fondée sur la connaissance.

La technologie pour le meilleur et pour le pire

En seulement 10 ans, le nombre d'utilisateurs actifs des réseaux sociaux en Afrique a considérablement augmenté, passant de 69 millions à plus de 400 millions de personnes. Si la technologie recèle un potentiel énorme, elle est néanmoins utilisée aussi de manière abusive pour diffuser de fausses informations.

Nombre d'internautes en Afrique subsaharienne

Millions de personnes



Source : La Banque Mondiale



Au moins

39 pays africains

ont fait l'objet de campagnes de désinformation ciblées, principalement de la part de la Russie

Source : Le Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, 2024

“

De nouvelles solutions s'imposent. De nombreux pays d'Afrique reconnaissent cette nécessité et cherchent clairement à coopérer pour créer des alternatives à l'immigration clandestine.



La migration

– un thème d'intérêt commun qui nécessite de nouvelles solutions

La population totale de l'Afrique devrait augmenter considérablement dans les années à venir. Le potentiel est immense, et les pays africains considèrent (à juste titre) leur vaste jeunesse comme une richesse.

Pour autant, un tel changement démographique comporte également son lot de défis majeurs pour l'Afrique et l'Europe. Surtout à la lumière du changement climatique, de l'instabilité et du manque d'opportunités pour les jeunes. Si nombre d'entre eux se lancent dans la dangereuse traversée de la Méditerranée depuis l'Afrique, la plus grande majorité des réfugiés du monde restent dans les régions voisines aux crises et aux conflits en Afrique, notamment.

La situation actuelle favorise les plus forts et les plus intrépides, qui ont les moyens d'entreprendre le périlleux voyage vers l'Europe. Une nouvelle crise migratoire risque de mettre sous pression la force de cohésion en Europe. Les passeurs n'hésitent pas à exploiter cyniquement les migrants afin de s'enrichir. Le système d'asile actuel ne fonctionne pas. Si aucune mesure n'est prise, une situation semblable à la crise de 2015 pourrait se reproduire. De nouvelles solutions s'imposent. De nombreux pays d'Afrique reconnaissent cette nécessité et cherchent clairement à coopérer pour créer des alternatives à l'immigration clandestine.

Le Danemark doit fondamentalement contribuer à réduire la migration irrégulière. Nous devons jouer un rôle de premier plan dans les efforts déployés par l'UE pour trouver des solutions nouvelles et innovantes dans le cadre des conventions internationales et des obligations légales de l'UE. Nous défendons l'idée que les États accueillent leurs propres ressortissants qui ne résident pas légalement en Europe et nous œuvrons dans ce sens. La solution n'est pas simple, mais l'Europe et l'Afrique ont toutes deux intérêt à résoudre le problème des afflux irréguliers.

L'UE doit conclure et étendre ses partenariats avec les pays clés situés sur les routes migratoires afin de prévenir et d'empêcher l'immigration irrégulière. La croissance économique, la lutte contre le changement climatique et la résolution des conflits sont également au cœur de cet effort. Nous devons créer un avenir acceptable, notamment pour les jeunes qui souhaitent des emplois, la sécurité et l'accès aux services sociaux de base. Les pays africains prennent eux-mêmes en charge la grande majorité des réfugiés et des personnes déplacées internes à l'intérieur du continent. Nous soutenons cet effort par le biais de notre aide humanitaire, notamment. Via la prévention, nous devons contribuer à contrer de nouveaux flux de réfugiés et maintenir notre soutien aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et aux réfugiés dans les pays africains.

Parallèlement, nous devons œuvrer à la mise en place d'un cadre mieux ordonné pour l'immigration. Cela est dans notre intérêt commun aussi.

Au cours des prochaines décennies, les pays africains vont connaître une croissance rapide du nombre de personnes aptes à travailler. À l'inverse, selon les prévisions démographiques de l'ONU, l'UE comptera 46 millions de personnes en âge de travailler en moins en 2050.

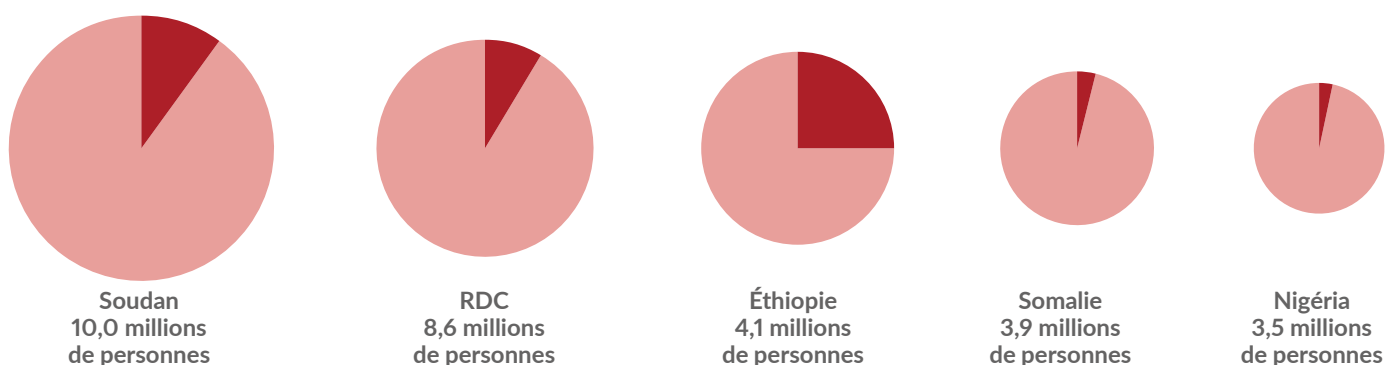
L'éducation et la consolidation des compétences dans les pays africains par le biais de la formation professionnelle doivent être renforcées et la croissance locale doit contribuer à la création d'emplois et à la garantie d'un avenir en Afrique pour les jeunes du continent. Cela offrira en outre aux jeunes Africains de meilleures possibilités pour émigrer légalement dans le respect des réglementations et législations existantes.

Réfugiés et personnes déplacées en Afrique en 2023

42,1 millions

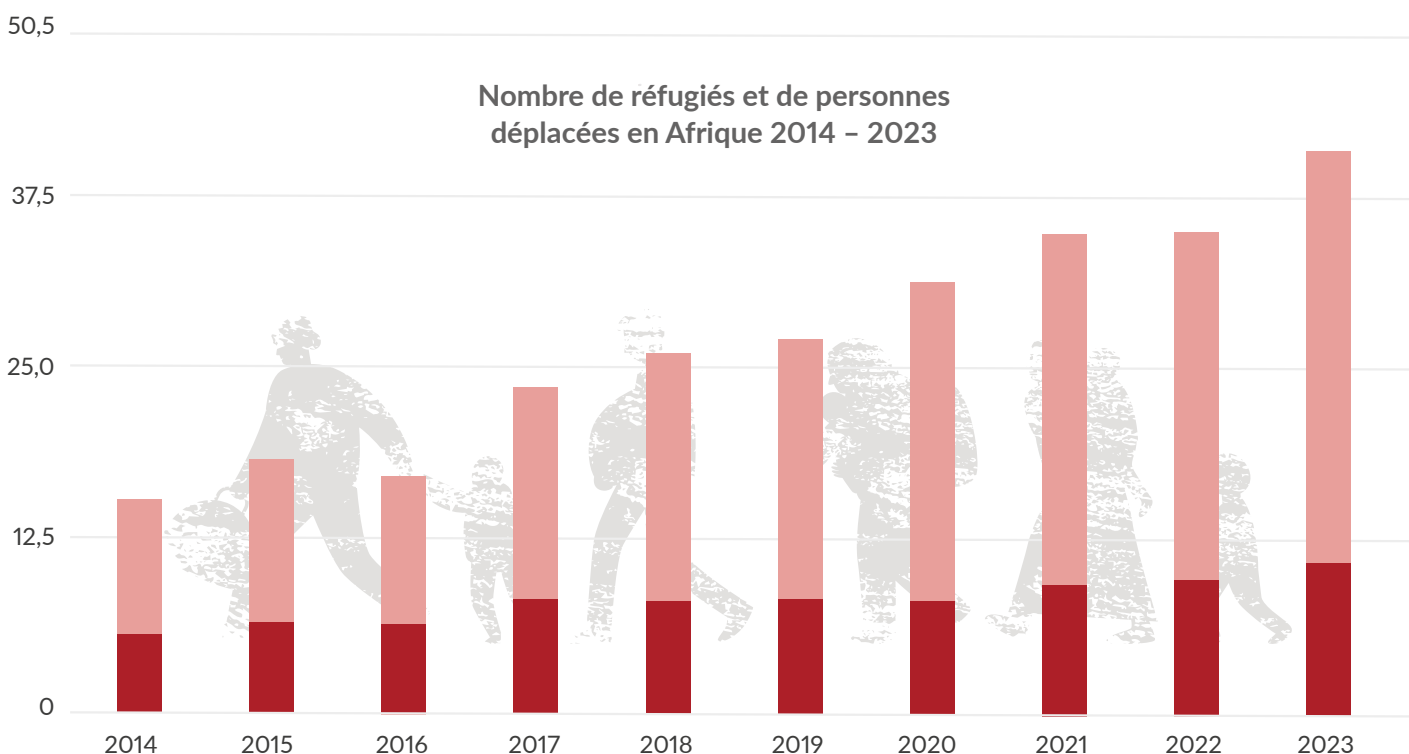
Les cinq pays

d'Afrique comptant le plus grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées



■ Réfugiés, demandeurs d'asile et apatrides
■ Personnes déplacées internes

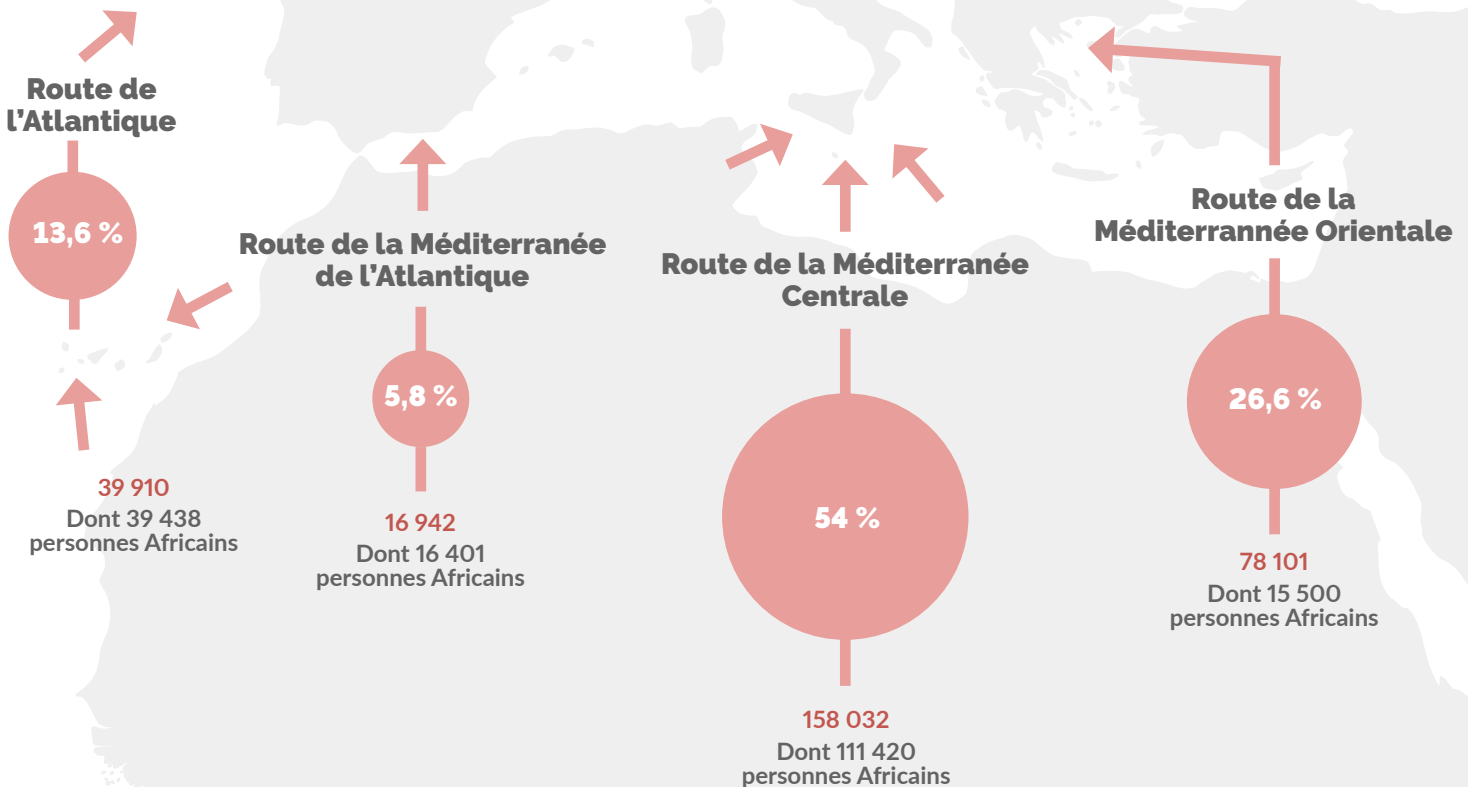
Millions de personnes



Arrivées irrégulières d'Afrique en Europe en 2023

292 985

Répartition par route des arrivées irrégulières de l'Afrique vers l'Europe



Source : Frontex, Mixed Migration Centre, sur la base de données de la Matrice de suivi des déplacements de l'OIM - Flux vers l'Europe 2023

“

Les pays africains souhaitent davantage assumer la responsabilité de leur propre sécurité conformément au mantra « solutions africaines aux problèmes africains ». Nous devons soutenir cette ambition. Le leadership et l'appropriation africains sont essentiels à la réussite.



Des solutions africaines pour le maintien de la paix et la résolution des conflits

Les régimes autoritaires, les conflits armés et l'extrémisme violent alimentent toujours plus l'instabilité régionale. Les coups d'État militaires perpétrés dans plusieurs pays d'Afrique constituent un revers pour les progrès démocratiques et la coopération régionale sur le continent. La sécurité est mise à mal à de nombreux endroits. Au Sahel tout particulièrement, les organisations terroristes, les groupes rebelles et les forces antidémocratiques ont profité de la faiblesse des institutions et de la pauvreté généralisée dans les pays. Alors que le nombre d'attaques et de victimes civiles augmente, les partenariats avec l'UE, l'ONU et les organisations régionales sont résiliés.

L'instabilité, le terrorisme et les régimes autoritaires sont autant de défis communs à l'Afrique et à l'Europe. De nombreux pays africains sont préoccupés, notamment face aux agissements de

la Russie dans des régions instables, qui contribuent à la pauvreté et au risque d'accroissement des flux migratoires. Et ce, au détriment souvent des missions de l'ONU, de l'UE ou du continent africain lui-même. À une époque où la nécessité d'un dialogue et d'opérations de maintien de la paix se fait fortement sentir, cette situation est inquiétante.

La désinformation sur les plateformes de réseaux sociaux ne fait qu'aggraver les choses. Elle fait oublier la responsabilité des dirigeants dans la résolution des problèmes de pauvreté et d'insécurité. Et elle sape le dialogue public et démocratique dans les pays.

Le risque de propagation de l'extrémisme violent depuis le Sahel vers les États côtiers d'Afrique de l'Ouest est préoccupant. Le soutien de l'Occident est sollicité pour gérer ce risque. Il en va de même

dans d'autres pays du continent qui sont également touchés par des conflits internes et des menaces terroristes. Nous devons renforcer notre engagement là où il est demandé et là où nous avons la possibilité de soutenir des solutions nationales et régionales qui ancrent l'appropriation. Cela exige une coopération étroite entre l'ONU, l'UE, l'Union africaine et d'autres organisations régionales.

Les pays africains souhaitent davantage assumer la responsabilité de leur propre sécurité conformément au mantra « solutions africaines aux problèmes africains ». Nous devons soutenir cette ambition. Le leadership et l'appropriation africains sont essentiels à la réussite.

Plusieurs pays africains nécessitent davantage une aide directe à la population face aux mouvements antidémocratiques, aux conflits, aux crises et à une mauvaise gouvernance. Nous resterons engagés à soutenir les populations vulnérables, aussi dans des contextes difficiles.

Nous devons avoir le courage de consolider les actions de médiation et de maintien de la paix. L'Union africaine et les organisations régionales doivent jouer un rôle de premier plan et proposer des solutions africaines pour la gestion des crises. Le financement des missions de maintien de la paix dirigées par l'Afrique dans le cadre du budget ordinaire de l'ONU est pour l'Union africaine une grande priorité que le Danemark soutiendra.

Lorsque le Danemark siègera au Conseil de sécurité des Nations Unies en 2025-2026, nous disposerons d'une occasion unique pour travailler au renforcement de la capacité de gestion des crises et de prévention des conflits. Et ce, en collaborant étroitement avec les membres africains du Conseil et en nouant des alliances avec des institutions africaines telles que l'Union africaine et les organisations et plateformes de coopération régionales en Afrique.

Le Danemark doit accroître son soutien aux actions de maintien de la paix et de stabilisation en Afrique, auxquelles nous contribuons à la fois sur le plan militaire et dans le cadre de la coopération au développement. Nous disposons d'une bonne expérience en matière de renforcement des capacités et devons la mettre à profit.

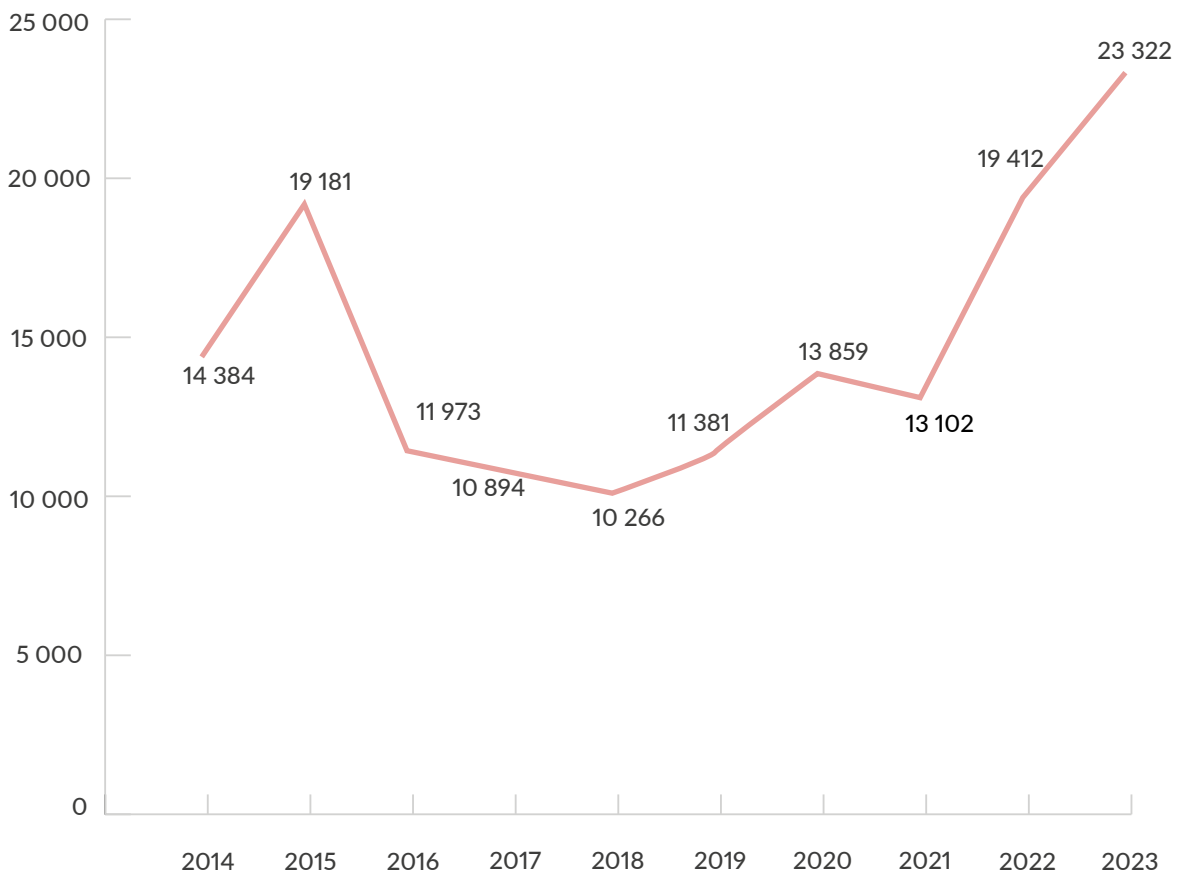
La coopération de l'UE constitue par ailleurs une plateforme importante à cet égard, et le Danemark doit contribuer davantage aux actions militaires et civiles de l'UE en Afrique. Le Danemark œuvrera à ce que l'UE devienne, dans une mesure encore plus large, l'allié le plus proche de l'Union africaine et des organisations régionales lorsqu'il s'agit de trouver un soutien aux missions de maintien de la paix africaines. La « facilité européenne pour la paix » est un outil important pour obtenir un soutien concret dans la gestion des crises de sécurité aiguës.

La fragilité, une menace pour l'Afrique et l'Europe

L'augmentation de la menace terroriste en Afrique contribue à renforcer la fragilité et l'insécurité au niveau local. La situation sécuritaire est un défi majeur menaçant la stabilité régionale. Les défis ne peuvent être résolus qu'au plan multilatéral à travers des alliances avec les pays africains qui soutiennent la paix et la coopération internationale.

Nombre de décès liés aux groupes islamistes militants en Afrique

Nombre de décès signalés





“

Nous devons nous engager plus activement pour que l'Afrique ait une voix plus forte au sein du système international.

Une architecture internationale pour le monde d'aujourd'hui

Les pays africains ont un droit parfaitement légitime à exercer une plus grande influence sur la coopération internationale. Il est essentiel que l'architecture de la coopération multilatérale soit réformée afin qu'elle puisse refléter le monde d'aujourd'hui. Fondamentalement, il s'agit d'une question de confiance dans la coopération internationale. Or, dans la mesure où les pays et leurs habitants ne peuvent pas se reconnaître ni reconnaître leur vue du monde dans le dialogue mondial, la confiance s'affaiblit.

Cela vaut tant pour le Conseil de sécurité des Nations Unies que pour l'architecture financière internationale. Les pays africains réclament une plus grande influence via une meilleure représentation et un meilleur accès au financement.

Si l'inclusion de l'Union africaine dans le G20 était un pas important dans cette direction, il reste néanmoins nécessaire de mettre fin à la sous-représentation historique du continent. Nous devons repenser notre façon de travailler au niveau international.

Pour le Danemark, il est tout à fait naturel que les pays africains veuillent avoir une plus grande influence au sein de la communauté internationale. Nous devons nous engager plus activement pour que l'Afrique ait une voix plus forte au sein du système international, et que ce système soit plus représentatif. Cela vaut aussi bien pour l'architecture financière internationale que pour l'ONU.

Nous devons être prêts à accepter que cela se fasse au détriment de l'influence d'autres pays. Il est

également dans notre propre intérêt de veiller à ce que le système multilatéral continue à être soutenu. Nous ne pourrions relever les défis mondiaux que si les pays africains sont sur le même pied que nous.

Une réforme de l'architecture financière internationale est essentielle à la réalisation des objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris. Le Danemark œuvrera à la mise en place d'une architecture capable de soutenir plus efficacement une croissance économique durable sur le continent africain, et nous devons veiller à ce que les mécanismes financiers internationaux puissent soutenir les pays les plus pauvres en cas de crise.

Autrement dit, nous devons trouver des solutions durables aux problèmes d'endettement auxquels sont confrontés de nombreux pays africains. Des solutions qui incluent les plus grands créanciers bilatéraux. Parallèlement, nous devons faire en

sorte de mobiliser beaucoup plus de fonds pour le climat et le développement. Pour y arriver, nous devons notamment réformer les banques multilatérales de développement, mobiliser davantage de capitaux privés et renforcer la coopération fiscale.

Nécessité d'une architecture internationale plus efficace et plus représentative

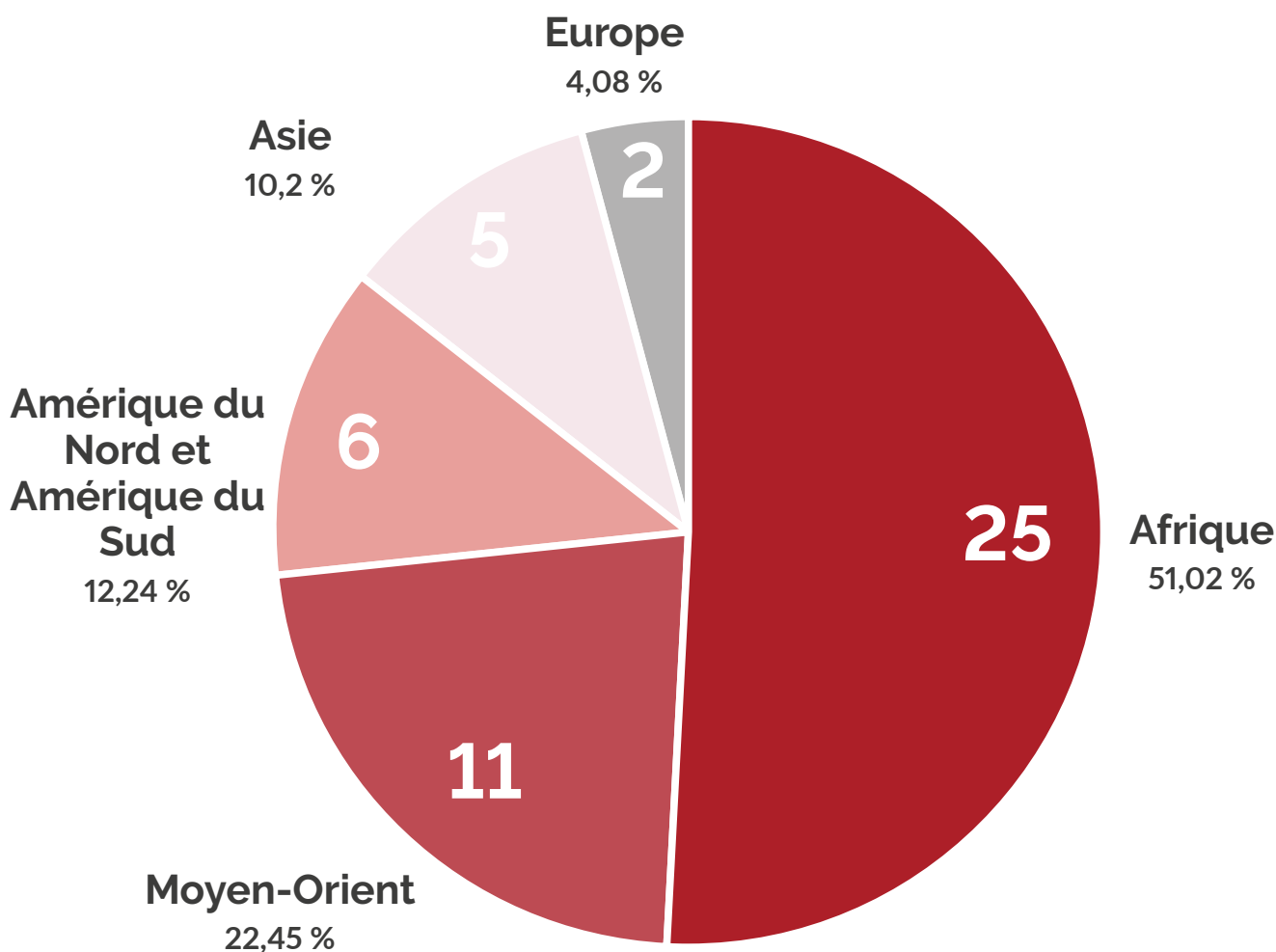
Les pays africains ne figurent pas parmi les membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations unies, et ils ont un droit parfaitement légitime à exercer une plus grande influence sur la coopération internationale. Le groupe occidental, dont fait partie le Danemark, compte une place pour six pays environ, alors que les pays africains ont une place pour dix-huit pays.



Les décisions du Conseil de Sécurité

Plus de la moitié des décisions prises au Conseil de sécurité des Nations unies concernent des conflits en Afrique, néanmoins les pays africains ne figurent pas parmi les membres permanents du Conseil.

Répartition des décisions spécifiques aux régions au sein du Conseil de sécurité en 2023



“

Les relations nouées dans le cadre d'activités communes et d'échanges entre les continents sont essentielles. Nous devons faire beaucoup plus dans ce domaine.



Échanges entre les peuples, coopération culturelle et échanges scolaires

À une époque où la polarisation s'accroît et les possibilités se multiplient pour la diffusion des fausses informations et de la désinformation, il est nécessaire de renforcer la compréhension mutuelle des cultures et des valeurs. Le continent africain possède un art et une culture (musique, cuisine, etc.) auxquels nous ne sommes que trop rarement exposés. De même, il existe un potentiel important de sensibilisation aux atouts uniques de la culture danoise dans les pays africains.

Les relations humaines et la compréhension des cultures sont difficiles à évaluer. Elles ne peuvent pas être réduites à une simple formule. Mais elles n'en restent pas moins cruciales si nous voulons créer l'espace nécessaire pour trouver de nouvelles solutions, y compris par le biais de la diplomatie culturelle. C'est dans cet espace que nous pourrions échanger nos vues sur le monde, y compris dans des domaines politiquement sensibles.

De civilisations vieilles de plusieurs millénaires aux traditions narratives classiques, en passant par la culture artistique et musicale contemporaine qui occupe les musées et les scènes du monde entier, les pays africains sont extrêmement riches en culture. En même temps, la culture recèle un vaste potentiel et offre de nombreuses possibilités pour la création d'emplois. Comme au Danemark, on assiste en Afrique à une prise de conscience toujours plus forte de l'importance des valeurs locales et de la proximité. Surtout parmi les jeunes Africains vivant en milieu urbain. La musique locale et l'utilisation d'ingrédients locaux respectueux du climat dans la cuisine gagnent du terrain parce qu'elles créent une identité, sensibilisent à la culture locale et offrent des possibilités d'emploi.

Grâce à l'art et à la culture, nous pouvons nous rencontrer d'égal à égal. Raconter notre histoire commune et ouvrir de nouveaux horizons. Façonner

l'avenir. Stimuler le développement des scènes artistiques et culturelles et favoriser l'exportation des industries créatives.

Traditionnellement, le Danemark est fortement engagé à l'international grâce, entre autres, à sa société civile très active. Les relations nouées dans le cadre d'activités communes et d'échanges entre les continents sont essentielles. Nous devons faire beaucoup plus dans ce domaine. Le Danemark doit promouvoir une approche plus ambitieuse des échanges scolaires entre l'UE et les pays africains, qui pourra bénéficier aux deux parties dans des conditions bien organisées. Avec des programmes spécifiques, le Danemark et l'UE doivent privilégier davantage les échanges scolaires afin qu'un plus grand nombre d'étudiants africains puissent venir étudier au Danemark et en Europe. Cela pourra jouer un rôle important dans le renforcement des liens entre les pays. Les échanges et l'éducation favorisent la compréhension mutuelle et renforcent les relations humaines.

Nous devons nous appuyer sur la tradition d'une culture des jeunes forte et dynamique qui fait la particularité du Danemark. Avec les jeunes comme moteur. Des maisons de la jeunesse à la participation active à la vie politique. À cet égard, les jeunes Danois et Africains pourront sans aucun doute s'inspirer mutuellement.

Les associations, le sport et les échanges scolaires sont, eux aussi, de précieux atouts qui peuvent contribuer à créer le dialogue et l'ouverture, y compris face aux défis mondiaux. C'est de la diplomatie au quotidien.

Le Danemark va davantage privilégier 'la diplomatie publique' dans les pays africains et investir dans des initiatives susceptibles de contribuer au débat de valeurs. Nous devons protéger notre patrimoine culturel commun. Parallèlement, nous devons privilégier l'établissement de nouvelles relations entre les jeunes et faire le pont entre les générations et les continents. Le dialogue et la compréhension mutuelle sont essentiels pour notre avenir commun.

